

Concertation sur la réforme de l'asile

Fiche n°13

Intégration des bénéficiaires d'une protection internationale

1. Un constat partagé sur la nécessité d'une répartition territoriale plus équilibrée

La nécessité d'une répartition territoriale équilibrée des publics est partagée. Il s'agit notamment de soulager la région Ile-de-France, mais aussi de prendre en compte l'hétérogénéité de ces publics en recherchant des solutions plurielles.

2. Parvenir à un meilleur pilotage des dispositifs existants

S'agissant des dispositifs dédiés existants (CPH et dispositifs alternatifs), la nécessité d'assurer un meilleur pilotage des structures afin d'en harmoniser les pratiques et d'apporter un appui aux dispositifs est partagée.

Ce pilotage doit passer par une définition précise des indicateurs observés et des prestations à assurer, notamment par l'actualisation des textes encadrant ces dispositifs. En effet, de fortes disparités entre les centres sont observées, notamment en matière de critères d'orientation, de délais de séjour ou encore de prestations.

Sans solliciter une extension du parc d'hébergement dédié, il s'agit également de capitaliser sur l'expérience acquise par les CPH (et autres dispositifs alternatifs), notamment en conférant une meilleure visibilité de ces structures sur un territoire, ce qui les positionnerait comme référent en matière de droits des réfugiés.

Une première étape serait la réalisation d'un recensement de ces actions, en vue d'élaborer un guide des dispositifs dédiés à l'accès à l'emploi et au logement des réfugiés existants sur chaque territoire. Ce guide serait diffusé aux institutions qui reçoivent directement ce public (OFII, OFPRA, Pôle-Emploi, CAF etc.).

Un certain nombre d'indicateurs pourrait améliorer le pilotage du dispositif d'intégration.

Le fait d'ériger les CPH en plateformes d'accompagnement accessibles à l'ensemble du public réfugié a été soulevé mais ne fait pas consensus. Il s'agirait de palier les insuffisances des services de droit commun. Les CPH assureraient alors des bilans de compétence à la place de l'OFII et du Pôle Emploi, et faciliteraient les démarches pour l'ouverture des droits. Or, s'il est reconnu que les organismes publics s'attachent peu à la particularité des personnes sous protection, un consensus se dessine tout de même autour de la nécessité de s'y référer en priorité.

3. Rééquilibrer l'offre par rapport aux besoins en améliorant la coordination des acteurs au niveau territorial

Les participants font le constat partagé de fortes disparités entre les territoires en matière d'offre de prise en charge et d'accompagnement des publics sous protection. Il s'agit d'assurer un équilibre de l'offre de prise en charge par des orientations assurées au niveau national sur les différents dispositifs existants.

Pour l'ensemble des participants, il revient à l'OFII d'assurer l'intégralité des orientations vers les CPH au niveau national, afin de rééquilibrer l'offre par rapport aux besoins. Il s'agit également d'évaluer le besoin de prise en charge d'une personne et le dispositif adapté

(hébergement, logement-relais, intermédiation locative etc.). La question d'un renforcement ou d'un meilleur outillage des plateformes OFII sur ce point reste en suspens.

Une question demeure sur la possibilité d'orienter au niveau national sur les dispositifs à dimension locale et fonctionnant sur des financements ponctuels.